

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES

**Communauté de communes Ambert Livradois Forez**

**ARRÊTÉ n°2022 - 20**

**ANNULE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ N°2022-11 PRESCRIVANT LA MODIFICATION  
SIMPLIFIÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'AMBERT**

Le Président de la communauté de communes d'Ambert Livradois Forez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants et R153-20 et suivants ;

Vu la délibération en date du 27 novembre 2017 et la compétence exercée par la collectivité concernant l'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ambert approuvé par délibération en date du 23 janvier 2007, modifié et révisé le 12 novembre 2009, modifié le 9 avril 2011, le 19 septembre 2012, le 25 septembre 2013, le 8 novembre 2018 et révisé le 11 mars 2021 ;

Vu l'arrêté n°2022-11 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU d'Ambert ;

Vu la délibération en date du 11 mars 2021 approuvant la révision générale du PLU d'Ambert ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'annuler l'arrêté n°2022-11 et de le remplacer,

Considérant qu'il apparaît nécessaire de procéder à une modification simplifiée du PLU d'Ambert pour les motifs suivants :

- Modification de certaines règles du règlement écrit
- Rectification d'erreurs matérielles concernant le zonage
- Modification des orientations d'aménagement et de programmation
- Suppression d'emplacements réservés

Considérant qu'en application de l'article L153-56 du code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque l'EPCI envisage de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation ;

Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du PADD,
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Considérant qu'en vertu de l'article L153-45, les modifications projetées n'ont pas pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- Soit de diminuer ces possibilités de construire,
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

## AR Prefecture

063-200070761-20221205-2022\_A\_20-AR  
Reçu le 07/12/2022

~~Considérant que les modifications envisagées~~ dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du PLU avec mise à disposition du projet.

Considérant qu'en application de l'article L153-40 du code l'urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées avant sa mise à disposition du public.

Considérant que, pour la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public pendant un mois afin de lui permettre de formuler ses observations, qui seront, alors, enregistrées et conservées.

Considérant que les modalités de la mise à disposition seront précisées par le conseil communautaire d'Ambert Livradois Forez et seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, il en sera présenté le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibérera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

## ARRÊTE

**Article 1 :** Une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Ambert est engagée en application des dispositions des articles L153-45 et suivants du code de l'urbanisme.

**Article 2 :** Le projet de modification simplifiée portera sur la rectification d'erreurs matérielles, sur des modifications apportées aux règlements (écrit et graphique), sur les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que sur les emplacements réservés.

**Article 3 :** Le projet de modification simplifiée du PLU de la commune d'Ambert sera notifié au Préfet, à l'autorité environnementale si nécessaire et aux personnes publiques associées avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier de mise à disposition.

**Article 4 :** Le dossier de modification simplifié fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil communautaire conformément aux dispositions de l'article L153-47 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** À l'issue de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée, éventuellement amendé pour tenir compte des différents avis et des observations du public, sera adopté par délibération motivée du conseil communautaire d'Ambert Livradois Forez.

**Article 6 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R153-20 à R153-21. Il sera affiché au siège de la communauté de communes et en mairie d'Ambert pendant le délai de 1 mois et la mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

**AR Prefecture**

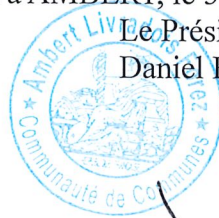
063-200070761-20221205-2022\_A\_20-AR  
Reçu le 07/12/2022

~~Une copie du présent arrêté sera adressé à~~

- Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme ;
- M. le Maire d'Ambert ;
- M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires

Fait à AMBERT, le 5 décembre 2022

Le Président,  
Daniel FORESTIER



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11/01/65 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

- Notifié le .....